

BETTENCOURT-ENQUÊTE-GOUVERNEMENT-PARTIS,PREV

L'affaire Bettencourt continue d'empoisonner le climat à l'Assemblée (PAPIER D'ANGLE)

PARIS, 30 juin 2010 (AFP) - L'affaire Bettencourt, dans laquelle est empêtré Eric Woerth, a continué mercredi d'empoisonner le climat entre majorité et opposition à l'Assemblée nationale, les tensions étant exacerbées par la violente charge de Ségolène Royal contre le "système Sarkozy corrompu".

La séance des questions d'actualité a de nouveau donné au PS l'occasion de nouvelles attaques contre le ministre du Travail, à partir de révélations de presse.

"Avez-vous perçu des dons émanant de Mme Liliane Bettencourt ? Le compte de votre parti politique dans l'Oise a-t-il été alimenté par un ou plusieurs chèques de Mme Bettencourt ?" a lancé Christian Paul (PS) sur la base d'une information du site Mediapart.

"Dans le cas d'une réponse positive, il ne s'agit plus d'une confusion des genres mais d'une dérive", a-t-il conclu.

A la tactique suivie, à chaque séance par le PS, d'un tir groupé de questions sur Eric Woerth, le gouvernement a répondu par la même stratégie de défense en criant à la "chasse à l'homme".

"A force d'amalgames honteux, d'affirmations gratuites, de procédés obscurs de sous-entendus calomnieux, vous cherchez à salir un homme", a répliqué Brice Hortefeux (Intérieur). Et François Fillon d'accuser le PS de tenir "un rôle indigne d'un grand parti de responsabilité".

Jean-Yves Le Bouillonnet (PS) interpelle: "la chancellerie a-t-elle donné une instruction d'irrecevabilité" des poursuites ?" Il évoque une "intervention active et pressante d'un conseiller de l'Elysée".

"La justice n'ouvre pas d'enquête pour faire plaisir, elle l'ouvre quand il y a des faits... les élucubrations n'ont jamais constitué des preuves", s'est indignée Michèle Alliot-Marie (Justice).

Entonnant le refrain des ténors UMP, Thierry Mariani a lancé la contre-attaque en dénonçant les "propos outranciers" tenus la veille par de Ségolène Royal contre le "système Sarkozy corrompu", motivés, selon lui, parce qu'elle "entre dans la surenchère avec Martine Aubry" dans la perspective d'une primaire présidentielle.

"La majorité et le gouvernement sont embarrassés, ils ne peuvent s'en sortir qu'en montant le ton", a commenté le chef de file PS Jean-Marc Ayrault dans les couloirs. Mais "le conflit d'intérêts est avéré et conduit le gouvernement à une situation impossible", a-t-il jugé, en se gardant toutefois d'exiger la démission de M. Woerth: "c'est de la responsabilité du président de la République et du Premier ministre".

Gaëtan Gorce, lui, est formel: "Eric Woerth doit partir, pour revenir si la justice lui donne raison", écrit le député PS sur son blog.

Les socialistes insistent sur la création d'une commission d'enquête, dont ils ont officialisé la demande mercredi.

"Ce serait pour la droite l'occasion de montrer qu'elle veut faire toute la lumière. Si on la refuse, c'est qu'on a des choses que l'on ne peut pas révéler", interprète André Vallini (PS).

Mais l'initiative de Mme Royal embarrasse aussi bien M. Ayrault, qui ne "participera pas à une polémique qui permet de ne pas parler du fond", que M. Vallini, qui "déteste l'amalgame" et ne veut "pas franchir le pas".

Pour Roland Muzeau (PCF), "la corruption devra être démontrée mais le mélange des genres est avéré".

La gauche exige en tout cas toujours une démission de M. Woerth de son poste de trésorier de l'UMP. Pas question, a répondu Nicolas Sarkozy en recevant les députés UMP à l'Elysée. Car "si je dis à Eric de partir, ça voudra dire qu'il y a quelque chose" à lui reprocher.